

Compte tenu de la gravité de la situation dans laquelle se trouve le Canada, les membres du Comité pressent le gouvernement et le secteur privé de faire du renforcement des sciences et de la technologie l'une de leurs priorités.

Le Comité a entrepris son examen des sciences et de la technologie au Canada afin d'acquérir une compréhension générale des problèmes auxquels le monde scientifique fait face. Il présente aujourd'hui ses principales conclusions et recommandations dans le présent rapport. La présentation détaillée des préoccupations et des observations des témoins, telle que prévue initialement, est devenue impossible à cause de circonstances imprévues.

## **ÉTABLIR UN TAUX NATIONAL DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT**

Il n'existe aucun moyen simple d'évaluer le rendement d'un pays en matière de recherche et de développement, mais le taux des dépenses brutes en R-D d'un pays par rapport à son produit intérieur brut (PIB) a servi traditionnellement d'indicateur du niveau de l'activité scientifique et technologique. Au Canada, ce taux oscille entre 1 et 1,5 p. cent. Ces chiffres sont inférieurs à ceux affichés par la plupart des concurrents internationaux du Canada. Par conséquent :

- 1. Le Comité recommande que le gouvernement fédéral vise un taux national de recherche et de développement de 1,9 p. 100 du produit national brut d'ici l'an 2000, et de 2,5 d'ici l'an 2005.**

## **ACTIVITÉS FÉDÉRALES**

### **A. Affecter en priorité des ressources fédérales au secteur des sciences et de la technologie**

Comme les dépenses brutes en recherche et en développement d'un pays sont déterminées en partie par les sommes que le gouvernement fédéral consacre aux activités scientifiques et technologiques, l'augmentation des dépenses brutes en R-D risque d'entraîner des dépenses fédérales supplémentaires. Le Comité est conscient des préoccupations financières du gouvernement, mais reconnaît également que les dépenses en sciences et technologie constituent un investissement dans la capacité future du pays d'assurer sa prospérité. Le Comité est convaincu que sans cet investissement, le Canada ne pourra pas maintenir son niveau de vie élevé. Bien que le Comité ne préconise pas une augmentation des dépenses globales du gouvernement, il l'incite à procéder à une réaffectation de ses ressources de façon à renforcer certains programmes fédéraux en sciences et technologie. Les témoins ont signalé plusieurs domaines clés qui méritent une aide financière supplémentaire de la part du gouvernement fédéral.